



Les médias russes rapportent que le vol MH17 a été abattu par une batterie de missiles ukrainienne

Par [Peter Schwarz](#)

Mondialisation.ca, 28 juillet 2014

WSWS.org

Région : [Russie et CEI](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Selon l'agence de presse russe Ria Novosti qui cite une source anonyme au sein de l'appareil de sécurité ukrainien, l'avion de ligne malaisien MH17 aurait probablement été abattu le 17 juillet par une unité anti-aérienne durant des exercices. Ces nouvelles allégations circonstanciées parues dans les médias russes arrivent au moment où les accusations par les Etats-Unis et l'Union européenne faisant porter à la Russie la responsabilité d'avoir abattu l'avion de ligne sont en train de se multiplier.

Selon ce rapport, le commandant du 156ème régiment lance-roquette de défense aérienne avait reçu le 17 juillet l'ordre d'assurer la couverture des unités terrestres près de Donetsk. L'unité fut chargée de la surveillance et de la destruction de cibles « au moyen d'une roquette de type Buk-M1 en mode d'entraînement. »

Deux appareils de combat SU-25 de la base aérienne de la 229ème brigaded'aviation tactique Kulbakino basée à Nikolaev auraient servi de cible témoin. L'un de ces avions avait été repéré près de Sarostschenskoje par un système de missiles anti-aériens Buk.

« Un malheureux hasard aurait pu faire que la trajectoire du vol du Boeing malaisien et celle du SU-25, qui se trouvaient à des altitudes différentes, se croisent en apparaissant sur l'écran radar comme un seul gros point; ce qui a été fatal pour l'avion civil étant donné que le système de ciblage choisit automatiquement la cible la plus grande, » a indiqué cette source à Ria Novosti.

Le lancement d'une roquette ne semblerait pas avoir été prévu. La source n'a pas été en mesure d'expliquer pourquoi elle a néanmoins été tirée. « C'est la question qui se pose au personnel du service de sécurité ukrainien qui a été chercher le chef de batterie et son équipage dans la soirée vers 20 h 30, » a-t-elle dit.

Le côté ukrainien a immédiatement réfuté cette information comme étant fausse. « Cette information, selon laquelle le Boeing a été abattu durant un exercice de défense aérienne est absolument insensé, » a dit un porte-parole du ministère ukrainien de la Défense.

Cette information émanant de la source de Ria Novosti ne peut pas être vérifiée tout comme les affirmations faites par le gouvernement américain disant que les séparatistes pro-russes ont abattu l'avion. Jusque-là, Washington n'a pas apporté la moindre preuve pour étayer ce scénario et ne parle que d'une façon générale « d'informations provenant des services secrets ».

Le ministère russe de la Défense a cependant déjà fourni lundi des informations précises, dont la présence à proximité du Boeing malaisien d'un avion de combat ukrainien SU-25 au moment du crash.

Lors de la conférence de presse, le lieutenant-général Andrei Kartoplov, a dit que le SU-25 aurait été en mesure de détruire le Boeing malaisien à l'aide d'un missile. Il a aussi montré des photos satellite de batteries de missiles Buk ukrainiennes se trouvant près de la zone où ont lieu des combats, ainsi qu'une hausse d'activité électronique enregistrée par des stations radar au moment du crash et qui transmettaient l'information sur les cibles aux batteries de missiles Buk. Le rapport de Ria Novosti confirme cette affirmation.

Bien qu'il n'y ait aucune certitude quant à qui a abattu l'avion de ligne malaisien et que les preuves d'une implication ukrainienne s'accumulent, Washington, Berlin et l'Union européenne continuent d'exploiter systématiquement la catastrophe aérienne dans le but d'intensifier leur offensive irresponsable contre la Russie.

De sanctions aggravées risquent de plonger l'économie de la Russie, de l'Europe et du monde dans une nouvelle crise. Le déploiement, sur le site de la catastrophe, d'unités armées, comme le souhaitent les Pays-Bas et l'Australie grâce au vote d'une résolution de l'ONU, comporte le risque d'une escalade militaire qui serait susceptible de culminer dans une confrontation nucléaire avec la Russie.

Les puissances occidentales comptent sur un régime droitier imprévisible à Kiev qui considère une intensification de la guerre comme le seul moyen des'accrocher au pouvoir. C'est ce qui est apparu clairement jeudi lorsque le premier ministre Arseniy Iatseniouk a démissionné de ses fonctions.

Iatseniouk a démissionné après que plusieurs projets de loi relatifs à l'économie ne furent pas votés au parlement. En faisait partie un projet de loi permettant la vente partielle du système d'acheminement du gaz du pays à des investisseurs étrangers pour fournir aux caisses de l'Etat des fonds dont celui-ci avait un besoin urgent. Un peu plus tôt, le parti Udar du maire de Kiev, l'ancien boxeur professionnel Vitali Klitschko, et le parti fasciste Svoboda, avaient quitté la coalition gouvernementale formée avec le Parti de la Patrie de Iatseniouk.

Iatseniouk a condamné cela comme un « crime moral et éthique » ayant des « conséquences catastrophiques pour notre pays. » Dans un discours furieux prononcé devant le parlement, il a accusé ses anciens alliés de « faire passer de façon irresponsable les intérêts politiques individuels avant le sort du pays. » Le travail du gouvernement serait désormais bloqué des mois durant, a-t-il dit. « Il n'y a pas de réponses à des questions comme celle de savoir avec quoi payer demain les salaires, comment faire le plein des chars, comment financer notre armée. »

La véritable cible de la virulente tirade de Iatseniouk était le président Petro Porochenko qui avait manifestement arrangé l'éclatement la coalition, qu'il a salué, en vue d'organiser des élections anticipées. « Ceci prouve qu'au moins une partie des membres du parlement ne collent pas à leur siège et se sentent obligés d'affronter la volongé des électeurs, » a-t-il déclaré. « Tous les sondages montrent que la société veut un renouvellement total de la direction. »

Après la démission de Iatseniouk, Porochenko a nommé un proche confident, Vladimir

Groisman, 36 ans, au poste de premier ministre par interim.

Iatseniouk, un banquier qui avait dirigé pendant un moment la Banque nationale ukrainienne, craint la faillite de l'Etat si le travail du gouvernement est bloqué par des élections. L'économie ukrainienne est en chute libre. Elle se contractera cette année de l'ordre de cinq à sept pour cent.

Les carnets de commandes des entreprises sont vides, les investisseurs internationaux se retirent et la Russie a suspendu les livraisons de gaz en juin. Iatseniouk avait entre autre projeté de lever 2,3 milliards d'euros grâce à des hausses d'impôts et des réductions de subventions dans le but de financer l'intervention militaire en Ukraine orientale.

L'oligarque milliardaire Porochenko espère toutefois pouvoir élargir la base de son pouvoir lors des élections parlementaires qui se dérouleront dans une situation exceptionnelle de guerre civile et de dure confrontation avec la Russie. C'est pour cette raison qu'il impose une offensive brutale contre les villes de Donetsk et de Lugansk, qu'il n'a pas interrompue après le crash de l'avion de ligne malaisien pour permettre la récupération des corps des victimes et sécuriser le site du crash.

L'armée ukrainienne a pilonné des régions fortement peuplées par des tirs d'artillerie et des frappes aériennes. Jeudi 24 juillet, l'ONG Human Rights Watch a publié un rapport documentant quatre cas d'usage de missiles Grad par l'armée ukrainienne dans des attaques contre des civils durant la période du 12 au 21 juillet.

Ces missiles - surnommés orgues de Staline durant la Seconde Guerre mondiale - tirent leurs roquettes en rafale causant d'énormes dégâts lorsqu'ils sont dirigés sur des quartiers habités. Au moins 16 personnes sont mortes dans les cas qui ont été documentés. Human Rights Watch a accusé l'armée ukrainienne de violations des droits de l'homme qui pourraient faire l'objet de poursuites comme crimes de guerre.

Les fascistes du parti Svoboda se sont donné pour tâche d'intimider les adversaires politiques de Porochenko à l'intérieur. Ils justifient leur soutien de nouvelles élections - auxquelles ils étaient initialement opposés craignant une perte de voix - en affirmant qu'un parlement dans lequel siègent des « criminels d'Etat » et des « agents de Moscou » ne devrait plus exister. Par « criminels » et par « agents » ils entendent le Parti des régions du président déchu Viktor Ianoukovitch et le Parti communiste qui avaient obtenu 30 et 13 pour cent de votes respectivement lors des dernières élections parlementaires, il y a deux ans.

Le président du Parti communiste a été tabassé en plein parlement par un député de Svoboda après avoir exigé la fin de l'opération militaire en Ukraine orientale. Il fut par la suite expulsé de la salle par le président du parlement. Le statut de groupe parlementaire du parti lui fut retiré et des demandes pour le faire interdire ont été déposées.

Les nouvelles élections parlementaires, fixées au 2 octobre, rappellent l'élection du Reichstag sous Hitler en mars 1933 et les élections présidentielles égyptiennes de mai 2014 - tenues dans des conditions d'état d'urgence et de répression de l'opposition.

Peter Schwarz

Article original, WSWS, paru le 26 juillet 2014

Articles Par : [Peter Schwarz](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca